

N° 6903¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien;
3. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

* * *

SOMMAIRE:

*page**Amendements gouvernementaux*

1) Dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Président de la Chambre des Députés (8.1.2016).....	2
2) Texte des amendements	2
3) Exposé des motifs et commentaire des amendements.....	3
4) Texte coordonné.....	4
5) Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (18.12.2015).....	8

*

**DEPECHE DU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT,
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(8.1.2016)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, j'ai l'honneur de vous saisir d'amendements gouvernementaux au projet de loi sous rubrique.

A cet effet, je joins en annexe le texte des amendements avec un commentaire ainsi qu'une version coordonnée du projet de loi tenant compte desdits amendements.

Je vous joins également l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics comme suite à ma lettre du 26 octobre 2015. Un avis complémentaire de la chambre précitée a été demandé et vous parviendra dès réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Premier Ministre,
Ministre d'Etat,
Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,
Fernand ETGEN*

*

TEXTE DES AMENDEMENTS

Le projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien; 3. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifié comme suit:

1° Trois nouveaux articles, libellés comme suit, sont insérés entre les articles 1 et 2 du projet de loi et la numérotation est adaptée en conséquence:

„**Art. 2.** A l'article 5, alinéa 5, de la même loi, les termes „ainsi que les indemnités des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours“ sont insérés après les termes „les modalités du concours et du stage“.

Art. 3. L'article 6 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:

„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:

- d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours;
- d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;
- d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins.“

Art. 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:

„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services

de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage.“ “

2° L'article 11 est remplacé comme suit:

„**Art. 14.** La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4° est remplacé par le texte suivant:

„4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“

2. A l'article 17, alinéa 1^{er}, point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

3. L'annexe A est modifiée comme suit:

a) A la rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

b) A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“; au grade E7ter, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“; au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

3° Le chapitre 3 – Mise en vigueur est remplacé par les dispositions suivantes:

„Chapitre 4 – Dispositions transitoires et finales

Art. 15. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et les inspecteurs-attachés nommés avant le 15 septembre 2016 sont reclassés au grade E8 avec effet au 1^{er} octobre 2015 pour ceux nommés avant cette date et avec effet à partir de leur date de nomination pour ceux nommés après le 1^{er} octobre 2015.

La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des articles 5 et 6 qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2016. L'article 14 prend effet au 1^{er} octobre 2015.“

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS

Le premier amendement relatif aux articles 5, 6 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prend en considération l'avis du Conseil d'Etat du 8 décembre 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental.

D'un côté, la Haute Corporation a rendu attentif au fait que pour introduire une disposition sur l'indemnisation des membres du jury participant au concours précité la création d'une base légale dans la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental s'avère incontournable. La première partie du présent amendement vise à tenir compte de cette remarque judicieuse.

D'autre part, l'objet de la deuxième partie du premier amendement concerne la recommandation émise par le Conseil d'Etat d'inscrire dans la loi des conditions supplémentaires que les candidats doivent remplir pour être admissibles au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'ins-

tituteur de l'enseignement fondamental. Soit ils ont déjà accompli avec succès une formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, ainsi que des activités d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins; soit ils disposent d'une durée supplémentaire d'une année pour la promotion 2017 à partir de la date d'admission au stage pour fournir les attestations requises, au risque de se voir exclure du stage.

Les attestations de formation de base en matière de secourisme sont reconnues équivalentes par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours; les brevets élémentaires de sauvetage aquatique sont reconnus équivalents par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, en principe conformément aux dispositions internationales émises par la fédération „International life saving“ (ILS). Cependant, il convient de préciser que tous les membres du personnel enseignant disposent de la possibilité de suivre des cours de rappel des formations de secourisme et de sauvetage dans le cadre de la formation continue.

Le deuxième amendement relatif aux articles 13, 17 et 43 ainsi qu'aux annexes de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat a pour effet de permettre au ministre de l'Education nationale de charger un inspecteur de l'enseignement fondamental de façon temporaire de missions transversales d'inspection qui ne sont pas liées à un arrondissement précis, telles que par exemple le contrôle de l'enseignement à domicile au niveau national, prévu à l'article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La situation de l'inspecteur de l'enseignement fondamental détaché à une autre administration que son administration d'origine a dû également être clarifiée au vu du fait que, pour des raisons de réorientation professionnelle ou autres, trois inspecteurs sont actuellement détachés, sans exercer de mission d'inspection (par exemple: auprès de l'Université du Luxembourg, auprès de l'Institut de formation de l'éducation nationale).

En conséquence, à l'annexe de la loi précitée, le tableau II.a., intitulé „Nouveau régime de la rubrique „Enseignement““, doit être modifié dans le même sens.

Afin de rectifier une erreur apparue, dans le cadre des travaux législatifs ayant abouti à la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, au tableau II.b., intitulée „Régime transitoire de la rubrique „Enseignement““, la fonction d'„inspecteur général de l'enseignement fondamental“ au niveau du grade E8 (qui n'existe plus) est remplacée par celles de „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

Le troisième amendement a pour but de pouvoir appliquer les changements précités avec effet au jour de l'entrée en vigueur des réformes dans la Fonction publique, à savoir le 1^{er} octobre 2015, dans la mesure où il s'agit, d'une part, de clarifier les situations exposées ci-dessus par rapport à l'entrée en vigueur de ces réformes.

*

TEXTE COORDONNE

Chapitre 1^{er} – Modification de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Art. 1^{er}. L'article 4 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental est complété par l'alinéa suivant:

„Les instituteurs qui obtiennent un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles telle que prévue à l'article 4bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, bénéficient d'un congé correspondant à 12 leçons d'enseignement direct pendant la première année scolaire de la période de référence suivant l'appréciation. Ce congé correspond à une diminution de leur tâche d'enseignement de 0,33 leçon hebdomadaire d'enseignement direct pendant l'année scolaire en question. Les mêmes modalités s'appliquent pour les membres de la réserve de suppléants“.

Art. 2. A l'article 5, alinéa 5, de la même loi, les termes „ainsi que les indemnités des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours“ sont insérés après les termes „les modalités du concours et du stage“.

Art. 3. L'article 6 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:

„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:

- d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours;
- d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;
- d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins.“

Art. 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:

„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage.“

Art. 2. Art. 5. L'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 8.** Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 4.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste bis comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste bis.

Dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 3. Art. 6. L'article 9 de la même loi est modifié comme suit:

„**Art. 9.** (1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste bis publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 8, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente, conformément à l'article 8.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des agents mentionnés au paragraphe 3, point 3, ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.

Art. 4. Art. 7. L'article 16, alinéa 1, point 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„8) des chargés de cours en cycle de formation engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle.“

Art. 5. Art. 8. Les articles 19 à 21 de la même loi sont abrogés.

Art. 6. Art. 9. L'article 22 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 22.** Les personnes énumérées à l'article 16, points 2 à 8, bénéficient d'un engagement en qualité d'employé de l'Etat à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle auprès de la réserve de suppléants.

Le recrutement des nouveaux membres de la réserve se fait dans la limite des postes prévus chaque année par la loi budgétaire en tenant compte des besoins en personnel déterminés par la procédure de planification des besoins en personnel enseignant.

Art. 7. Art. 10. L'article 43, paragraphe 1^{er}, de la même loi est abrogé.

Chapitre 2 – Modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien

Art. 8. Art. 11. L'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifié comme suit:

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le terme „Enseignement“ est supprimé.
2. Au paragraphe 2, les termes „des sous-groupes de l'enseignement ainsi que“ sont supprimés et les termes „43 à 49“ sont remplacés par les termes „43, 45 et 46“.

Art. 9. Art. 12. L'article 7, paragraphe 1^{er}, point 3 de la même loi, est complété comme suit:
„ou par l'Institut de formation de l'éducation nationale.“

Art. 10. Art. 13. Dans l'article 14, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la même loi, les mots „ou de l'Institut de formation de l'éducation nationale“ sont insérés après les mots „l'Institut national d'administration publique“.

Chapitre 3 – Modification de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Art. 11. Art. 14. L'annexe A de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté derrière le terme „professeur“ la fonction d'„instituteur spécialisé“.
2. A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté derrière le terme „sous-groupe enseignement secondaire“ un nouveau sous-groupement de traitement „sous-groupe enseignement fondamental“, „grade E7“ avec la fonction „instituteur spécialisé“.

La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4° est remplacé par le texte suivant:
„4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“
2. A l'article 17, alinéa 1^{er}, point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.
3. L'annexe A est modifiée comme suit:
 - a) A la rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.
 - b) A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“; au grade E7ter, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“; au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

Chapitre 3 – Mise en vigueur

Chapitre 4 — Dispositions transitoires et finales

Art. 12. Art. 15. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et les inspecteurs-attachés nommés avant le 15 septembre 2016 sont reclassés au grade E8 avec effet au 1^{er} octobre 2015 pour ceux nommés avant cette date et avec effet à partir de leur date de nomination pour ceux nommés après le 1^{er} octobre 2015.

La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des articles 5 et 6 qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2016. L'article 14 prend effet au 1^{er} octobre 2015.

AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES PUBLICS

(18.12.2015)

Par dépêche du 19 octobre 2015, Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Suite à la mise en œuvre des textes relatifs aux réformes dans la fonction publique et compte tenu des négociations menées avec le Syndicat National des Enseignants (SNE/CGFP) visant la transposition desdites réformes dans le secteur de l'enseignement fondamental, un certain nombre d'adaptations s'imposent au niveau de ce régime d'enseignement.

Le projet de loi soumis pour avis à la Chambre a pour objet:

- 1) de transposer dans le secteur de l'enseignement fondamental la disposition générale faisant bénéficier les fonctionnaires et employés de l'Etat ayant obtenu un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles d'un congé de reconnaissance de trois jours pour la période de référence suivant l'appréciation;
- 2) d'adapter la législation relative à la réserve de suppléants au fait que cette réserve ne comprendra dorénavant que des chargés de cours engagés à durée indéterminée qui devront effectuer un cycle de formation de début de carrière;
- 3) d'adapter la procédure de réaffectation actuellement en vigueur en introduisant une première liste „bis“, comprenant les seuls postes d'instituteur restés ou devenus vacants suite aux réaffectations dans le cadre de la première liste;
- 4) d'harmoniser la tâche hebdomadaire régulière de tous les instituteurs des cycles 2 à 4 en la fixant à vingt-trois leçons d'enseignement direct;
- 5) de donner aux enseignants la possibilité d'accéder à un groupe de traitement (ou d'indemnité) supérieur au leur par le mécanisme dit de la „carrière ouverte“;
- 6) de modifier l'annexe A de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat afin de permettre aux instituteurs maintenus dans le barème transitoire de l'enseignement de pouvoir accéder par le biais d'une promotion à la carrière de l'instituteur spécialisé qui a été nouvellement créée.

Ces mesures prévues par le projet de loi appellent les observations suivantes de la part de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

*

EXAMEN DU TEXTE

Ad intitulé

La Chambre fait remarquer que la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, citée à l'intitulé du texte lui soumis pour avis, a déjà fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur. Il y a donc lieu d'ajouter l'adjectif „modifiée“ avant la date.

La même adaptation est par ailleurs à faire au titre du chapitre 3 du projet de loi.

Ad article 1^{er}

L'article 4bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat prévoit qu'un congé de reconnaissance de trois jours est accordé aux fonctionnaires (et aux employés) de l'Etat ayant atteint un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles. Dans le secteur de l'enseignement fondamental, ce congé de reconnaissance se traduit par un congé annuel de douze leçons d'enseignement direct dont les enseignants bénéficient „pendant la première année scolaire de la période de référence suivant l'appréciation“. Selon le nouvel alinéa qui est ajouté par l'article 1^{er} du projet sous avis à l'article 4 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la tâche hebdomadaire des enseignants ayant

obtenu un niveau de performance 4 sera diminuée de 0,33 leçon d'enseignement direct pendant l'année scolaire subséquente à l'appréciation.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics peut se déclarer d'accord avec le principe de la mesure consistant à convertir, pour le personnel enseignant, les trois jours de congé de reconnaissance en un congé correspondant à douze leçons d'enseignement.

Selon le commentaire des articles accompagnant le projet de loi, il serait *„peu opportun de faire bénéficier les enseignants de l'enseignement fondamental de journées de congé isolées“*, ceci *„pour des raisons d'organisation de leur remplacement“*. La Chambre ne peut suivre cette argumentation et s'interroge sur les vrais motifs visant à empêcher les enseignants de pouvoir bénéficier de journées de congé isolées. La dérogation pour le personnel enseignant est d'autant plus étonnante que l'article 4bis du statut général dispose notamment que le congé de reconnaissance *„peut être pris en une ou plusieurs fois au cours de cette période (de référence suivant l'appréciation des compétences professionnelles) et peut être fractionné en demi-journées“*. La Chambre ne voit aucun obstacle à ce que des journées de congé isolées soient accordées dans l'enseignement fondamental, surtout que le congé de douze leçons d'enseignement direct se laisse aisément convertir en journées ou demi-journées de congé. Pourquoi imposer dès lors aux enseignants une réduction de leur tâche hebdomadaire de 0,33 leçon, alors qu'il ne s'agit que d'une possibilité parmi d'autres? Cette façon de procéder oblige les enseignants à prêter le bénéfice de leur appréciation sous forme de leçons supplémentaires indemnisées, tout en les empêchant de prendre les journées de congé qui leur reviennent.

Ad articles 2 et 3

Les articles 2 et 3 prévoient de remplacer les articles 8 et 9 de la loi précitée du 6 février 2009 en introduisant une première liste *„bis“* comprenant les seuls postes d'instituteur restés ou devenus vacants suite aux réaffectations dans le cadre de la première liste. La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve la création de cette nouvelle liste qui répond à une demande répétitive et fréquente du personnel enseignant en fonction ainsi qu'à une revendication de longue date de la part des syndicats des enseignants, consistant à pouvoir accéder aux postes libérés par les réaffectations de la première liste. Les instituteurs en fonction auront donc dorénavant la possibilité de briguer les nouveaux postes d'instituteur libérés suite aux opérations de réaffectation intervenues lors de la première liste.

En outre, la Chambre peut se déclarer d'accord avec la disposition selon laquelle le classement des candidats aux postes libérés se base, lors de l'établissement de la première liste et de la première liste *„bis“*, sur le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, sur une note d'inspection, ainsi que sur l'ancienneté de service. L'accord de transposition des réformes de la fonction publique dans le secteur de l'enseignement fondamental, conclu entre le gouvernement et le SNE/CGFP, prévoit en effet d'abolir à moyen terme les notes d'inspection et de les remplacer par le rapport d'appréciation des performances professionnelles pour établir le classement des enseignants suivant leurs demandes de réaffectation.

Toutefois, la Chambre des fonctionnaires et employés publics rend attentif au fait qu'il faudra élaborer des modalités d'équivalence entre la note d'inspection et le rapport d'appréciation des performances professionnelles pendant une période transitoire pour assurer la comparabilité des candidats lors du classement. En effet, il faudra attendre plusieurs années avant que tous les instituteurs de l'enseignement fondamental ne disposent de leur rapport d'appréciation.

Considérant le laps de temps très court imparti pour l'établissement et la gestion de la première liste *„bis“* et pour la réception des candidatures, la Chambre peut comprendre que la procédure de réaffectation des candidats dans le cadre de ladite liste se fasse sans l'intervention des autorités communales.

Ad article 4

L'article 4 a pour objet de modifier l'article 16, alinéa 1^{er}, point 8, de la loi précitée du 6 février 2009 de façon à ne plus admettre des chargés de cours engagés à durée déterminée dans la réserve de suppléants. Dorénavant, seuls des employés disposant d'un contrat à durée indéterminée accomplissant leur cycle de formation de début de carrière pourront intégrer la réserve précitée. Ce changement s'impose suite à la mise en oeuvre des dispositions de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat. Il s'agit plutôt d'une adaptation d'ordre technique qui n'appelle pas de remarque particulière de la part de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Ad article 7

L'article 7 du projet de loi abolit la dérogation actuellement en vigueur, et prévue par l'article 43, paragraphe (1), de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, qui permet aux instituteurs d'enseignement spécial, en service au moment de l'entrée en vigueur de ladite loi, de continuer à bénéficier d'une tâche d'enseignement direct de vingt et une leçons hebdomadaires, alors que la tâche hebdomadaire régulière d'un instituteur des cycles 2 à 4 comporte vingt-trois leçons d'enseignement direct. Pour des raisons d'équité, la Chambre peut se déclarer d'accord avec la suppression de cette dérogation, tous les instituteurs des cycles 2 à 4 accomplissant en effet, à l'heure actuelle, une tâche comparable. Il s'agit donc de mettre sur un pied d'égalité tous les instituteurs, une différence du volume de leurs tâches ne se justifiant plus.

Ad article 8

L'article 8 modifie l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien, afin de rendre possible le changement de groupe de traitement ou d'indemnité pour les fonctionnaires et les employés de la rubrique „Enseignement“, agents qui jusqu'ici étaient exclus du mécanisme dite de la „carrière ouverte“. La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve cette mesure qui fait partie intégrante de l'accord de transposition des réformes de la fonction publique dans le secteur de l'enseignement fondamental conclu entre le gouvernement et le SNE/CGFP. La possibilité de pouvoir accéder à un groupe de traitement ou d'indemnité supérieur par la voie de la „carrière ouverte“ s'inscrit par ailleurs dans la logique de la création de la fonction d'instituteur spécialisé.

Ad article 11

L'article 11 procède à l'adaptation de l'annexe A de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat pour permettre aux instituteurs maintenus dans le barème transitoire de l'enseignement de bénéficier, par le biais d'une promotion, de l'accès à la carrière de l'instituteur spécialisé et donc au grade E7. Cette disposition n'appelle pas de remarque particulière de la part de la Chambre.

Ce n'est que sous la réserve des observations qui précèdent que la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 18 décembre 2015.

Le Directeur,
G. MULLER

Le Président,
R. WOLFF

